



## Un virus clarificateur : l'impact du Covid-19 sur la politique étrangère de la France

Paris, le 24 juin 2020 – Percée de la Chine, intensification de la rivalité sino-américaine, montée de la géoéconomie, crise du multilatéralisme : la crise du Covid-19 a révélé - et amplifié - un certain nombre de tendances géopolitiques préexistantes. Quelles sont les marges de manoeuvre de la France dans cette “nouvelle normalité” ?

Pour répondre à cette question, l'Institut Montaigne publie aujourd'hui son analyse [“Un virus clarificateur : l'impact du Covid-19 sur la politique étrangère de la France”](#). Son auteur, Michel Duclos, ancien ambassadeur et conseiller spécial à l'Institut Montaigne, propose une série de 10 recommandations pour une mise à jour de la politique étrangère de notre pays.

Dans ce travail, l'Institut Montaigne met en lumière le nécessaire recalibrage de notre politique européenne, notamment en vue de la présidence française de l'Union européenne (UE) au premier semestre 2022. Il appelle nos décideurs publics à définir les termes d'un nouveau contrat transatlantique avec les dirigeants américains élus en novembre, notamment sur la question de la stratégie vis-à-vis de la Chine. Il encourage enfin un repositionnement en profondeur de notre action extérieure (vers la géoéconomie, d'une part, et vers l'Asie-Pacifique, d'autre part) face à l'émergence du triangle Chine - États-Unis - UE.

*“Notre pays – et sa place dans le monde – n'échappent pas à l'effet clarificateur du Covid-19. La France, à tort ou à raison, est perçue comme ayant moins bien réagi à la pandémie que l'Allemagne. Son argumentation en faveur d'une coopération internationale se trouve confortée mais son action dans ce domaine se heurte à la crise profonde du multilatéralisme. Elle peut cependant s'appuyer sur un élément positif qui ressort de la crise : le sursaut européen, matérialisé par le plan de relance qu'elle a inspiré avec l'Allemagne. L'intensification de la rivalité sino-américaine justifie qu'une attention particulière soit portée à une redéfinition du “contrat transatlantique” après les élections présidentielles de novembre aux Etats-Unis. Plus généralement, notre pays doit opérer un repositionnement vers l'Asie et vers la géoéconomie sans pour autant pouvoir se dispenser de faire face aux menaces géopolitiques qui résultent des crises dans son environnement. N'est-ce pas au total de la “réinvention” de notre politique étrangère dont il s'agit ? En tout cas un “élargissement du compas” de notre action internationale et donc une révision importante de nos modes d'action en ce domaine semblent nécessaires”,* explique Michel Duclos, ancien ambassadeur, conseiller spécial géopolitique à l'Institut Montaigne et auteur de la note.

### Les tendances préexistantes de la politique étrangère s'affirment...

- **Premièrement, la percée de la Chine**, confortée par une sortie de crise précoce (sur le plan sanitaire), et de l'intensification de sa rivalité avec les États-Unis, aujourd'hui considérablement affaiblis par le Covid-19. **Un triangle Chine - États-Unis - Europe est désormais posé et appelé à rester structurant pour les prochaines années.**
- **Deuxièmement**, le paradoxe entre **interdépendance des systèmes** sociaux, politiques et économiques et le **grand retour des politiques de souveraineté.**

- Enfin, sans pour autant le condamner, la note met en évidence les **faiblesses inhérentes du multilatéralisme**.

Néanmoins, malgré une première phase tâtonnante symptomatique du fonctionnement européen, l'urgence de la crise a montré à la fois **une capacité de cohésion, la pertinence des instruments existants et une adhésion populaire conditionnée aux succès des politiques engagées**. Un sursaut de l'Europe devient envisageable.

**...mais de nouveaux changements pourraient intervenir.**

- D'une part, **les conséquences du Covid-19 ne se feront sentir que sur le temps long**. C'est le cas en particulier pour les pays en développement, dans lesquels la propagation du virus semble aujourd'hui s'accélérer - en Afrique notamment - alors que l'Europe se déconfiner. S'il est clair qu'aucune puissance ne sortira renforcée de la crise, certaines seront plus affaiblies que d'autres.
- D'autre part, nul doute que **l'élection présidentielle américaine de novembre constituera un important « game changer »**. Bien que les évolutions de la société civile américaine aient rendu impossible le retour au *status quo ante*, l'affaiblissement de la campagne de Donald Trump par les récents mouvements sociaux renforce la candidature de Joe Biden et laisse à espérer un retour de la présidence vers ses anciennes alliances.

**La France doit adapter sa politique étrangère.**

L'image d'un "décrochage" a caractérisé la gestion sanitaire et économique de la crise en France. S'y ajoute un **double effet de ciseaux** : d'une part, le poids relatif de la France pourrait se trouver diminué face à des pressions accrues de ses partenaires européens ; d'autre part, les enjeux de défense vont être tiraillés entre contraintes budgétaires, tensions géopolitiques et compétition internationale. Si une importance additionnelle doit être donnée à la géoéconomie, la stratégie géopolitique actuelle ne doit en aucun cas être négligée : une **superposition des cartes mentales géopolitiques et géoéconomiques** est indispensable.

### **Les dix orientations de l'Institut Montaigne pour la politique étrangère de la France**

1. **Définir les termes d'un nouveau contrat transatlantique** : la France et l'UE doivent se préparer aux deux issues des élections américaines et s'accorder sur les bases d'une politique unifiée couvrant à la fois les enjeux de géopolitique et de géoéconomie.
2. Proposer une **stratégie européenne vis-à-vis de la Chine**, d'avoir une vision à long terme du multilatéralisme et d'entreprendre une réforme ciblée des institutions internationales bancales.
3. **Recalibrer notre politique européenne** : la priorité doit être donnée au plan de relance dont le succès économique et politique conditionnera les futures divisions européennes.
4. Il faut également renouer avec une **grande diplomatie climatique** et relancer le débat d'une ambitieuse taxe carbone aux frontières.
5. **Opérer un pivot géoéconomique** : nous ne pouvons espérer rester dans la course des puissances que si nous renouons avec une trajectoire de croissance tirée par l'innovation et les technologies de pointe. Cela suppose un effort de compétitivité sur le plan interne ; cela implique aussi sur le plan externe une maîtrise des conditions de la compétition internationale.
6. **Reconfigurer nos partenariats** en accentuant d'une part notre pivot-asiatique sans lequel l'Europe n'existera pas sur la scène internationale, et en poursuivant d'autre part les efforts en Afrique et au Maghreb face à l'interventionnisme chinois.
7. Il convient également de **maintenir le dialogue avec la Russie**, facilité par la présidence allemande de l'UE, en anticipation d'une Russie post-Poutine, tout en réduisant la visibilité de notre stratégie.

8. **Réévaluer certaines politiques en matière de sécurité**, notamment vis-à-vis de la Turquie et du Royaume-Uni, sans se détourner des enjeux sécuritaires au Sahel et de cybersécurité.
9. **Avoir une vision à long terme du multilatéralisme** la Chine comme les États-Unis vont éprouver dans le monde post-Covid-19 les limites de leurs puissances. L'un et l'autre pays peuvent être amenés à trouver des avantages à un meilleur fonctionnement des institutions multilatérales ou de certaines d'entre elles, sauf à supporter le coût de plus en plus élevé d'« externalités négatives » non gérées. C'est le rôle de l'Europe, en partenariat avec d'autres, de préparer le terrain, sans illusion pour autant sur la « sincérité » de la Chine dans son approche de la gouvernance globale ni sur l'ampleur d'un éventuel réengagement américain sur ces sujets.
10. **Repenser nos modes d'action à l'international** en inversant notre politique de désarmement des services diplomatiques et en donnant au département des affaires étrangères les ressources nécessaires à son affirmation de « grand Ministère des affaires internationales ».

**CLIQUEZ ICI  
POUR DÉCOUVRIR LA NOTE**

**Nous vous attendons sur [Twitter](#), [Facebook](#) et sur [Instagram](#).  
Inscrivez-vous à notre [Newsletter](#).**

Lara Oliveau, responsable de la communication et des relations presse  
**06 99 79 43 62 ; [loliveau@institutmontaigne.org](mailto:loliveau@institutmontaigne.org)**

**À propos de l'Institut Montaigne** : think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. L'Institut Montaigne, association à but non lucratif pionnière en France, réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros. À travers ses publications et les événements qu'il organise, l'Institut Montaigne souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique.

[Si vous ne souhaitez plus recevoir de message de notre part, cliquez ici.](#)